

PROJET DE MARCHÉ N° B26-00455

**OBJET : ÉTUDE, FOURNITURE ET INSTALLATION DE
SYSTEMES AUDIOVISUELS DE DEUX BATIMENTS DU CENTRE
CEA LE RIPAUT**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,
établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège
social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du
Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS 775 685 019, représenté par
XXXXXX, agissant en qualité de XXXXX,

ci-après dénommé « CEA »

d'une part,

ET :

La société Cliquez ici pour taper du texte., au capital de Cliquez ici pour taper du texte.euros,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Cliquez ici pour taper du texte., sous le
numéro Cliquez ici pour taper du texte., ayant son siège social Cliquez ici pour taper du texte.,
représentée par Cliquez ici pour taper du texte., agissant en qualité de responsable commercial de
,

ci-après dénommée « Le Titulaire »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 7 - REUNIONS.....	8
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES	9
ARTICLE 9 AVANCE.....	11
ARTICLE 9 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	11
ARTICLE 10 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT	12
ARTICLE 11 - PENALITES DE RETARD	15
ARTICLE 12 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES	15
ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 14 - REMISE DES LIVRABLES.....	16
ARTICLE 15 - LIVRAISON	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 16 - FORMATION DU PERSONNEL CEA	17
ARTICLE 17 - MODIFICATION DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 18 - RECEPTION DE L'EQUIPEMENT	18
ARTICLE 19 - GARANTIE.....	18
ARTICLE 20 - MAINTENANCE PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 21 - CORRESPONDANTS.....	20
ARTICLE 22 - CONFIDENTIALITE	20
ANNEXE 1 - PROCES VERBAL DE RECEPTION	23
ANNEXE 2 - ANNEXE FINANCIERE	27
ANNEXE 3 - FICHE DE MODIFICATION	28

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de confier au Titulaire, l'étude, la fourniture, l'installation de systèmes audiovisuels de deux bâtiments ci-après dénommés collectivement les Prestations, et individuellement la Prestation, pour les besoins du CEA Le Ripault.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) en date du 18/02/2026, avec faisant partie intégrante :
 - Le cahier des charges référence DO 128 du 09/02/2026 (ci-après dénommé le Cahier des Charges), ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur le Centre CEA Le Ripault référencée SYM R0101 YTL STG Q 09 00 001 C du 23/11/2010,
- le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT 08 01 296 B,
- Le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000 A (consultable sur place),
 - Les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site www.cea.fr Espace entreprises),
 - Le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) (téléchargeables sur le site www.cea.fr Espace entreprises),
- A titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée Cliquez ici pour taper du texte. CEA Le Ripault en date du XX/XX/XX.

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents énumérés ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :

- Annexe 1 : Procès-verbal de réception,
- Annexe 2 : Annexes financières.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHÉ

3.1 Périmètre du marché

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Charges du CEA référencé à l'article 2 supra, et sont décrites comme suit :

- Etudes de l'installation d'un système audiovisuel permettant de garantir une excellente visibilité et audition pour tous les participants quelle que soit la configuration de la salle de réunion. Une étude de l'existant pourra être réalisée pour le bâtiment 403 ;
- Fourniture des plans de câblage, des passages de câble (réservation), des systèmes de fixation et la liste des fournitures. Tous documents ou plans nécessaires à l'installation du système ;
- La fourniture et les approvisionnements des Equipements ;
- Le conditionnement, le transport et le déchargement des équipements dans les locaux ;
- Le montage et la fixation des équipements ;
- Dépose du matériel existant uniquement pour le bâtiment 403 ;
- L'installation : le câblage de toutes les connexions du système audiovisuel, le raccordement des équipements aux réseaux CEA (Alimentation électrique, ...) et le supportage associé ;
- La mise en service ;
- Réception du système audiovisuel sur site ;
- La remise de la documentation technique et la documentation utilisateur ;
- Formation du personnel en charge de la maintenabilité du système et fourniture de la documentation associée.

- La tranche ferme :

La tranche ferme est relative à la réalisation des prestations énoncées ci-dessus pour le bâtiment 412 R+1 et comprend une offre de base et 2 prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires :

- PSE 1 obligatoire : Salle de collaboration n°1 : plus value pour remplacement de l'écran LCD par un Mur d'image LCD
- PSE 2 obligatoire : Salle de collaboration n°2 : plus value pour remplacement de l'écran LCD par un Mur d'image LCD

Les PSE 1 et 2 seront levées au plus tard à la notification du marché.

- La tranche optionnelle :

La tranche optionnelle est également relative à la réalisation des prestations ci-dessus mais pour le bâtiment 403 et comprend une offre de base et 1 option obligatoire :

- Option 1 obligatoire : plus value pour remplacement du mur d'image LCD par un Mur d'image LED

L'option 1 sera levée au plus tard à l'affermissement de la tranche optionnelle.

Les fournitures sur bordereau de prix unitaires :

Au-delà des Prestations forfaitaires, le CEA peut demander la livraison de fournitures sur la base des BPU définis à l'article « Montant » du Marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu un bon de commande du CEA faisant référence au présent Marché.

Ce bordereau de prix unitaires peut être utilisé jusqu'à la fin du délai de garantie de chaque tranche.

Les Fournitures sur BPU sont détaillées en annexe.

3.2 Affermissement de la tranche optionnelle

Le Titulaire sera informé au plus tard le 31/12/2027 de l'affermissement de la tranche optionnelle, par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'absence d'affermissement de tout ou partie de la tranche décrite ci-dessus n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ**4.1 Durée initiale**

Le présent Marché est conclu à compter de sa notification et pour toute la durée d'exécution, complétée par la durée de garantie de 12 mois à compter de la réception finale de la Prestation.

4.2 Délais d'exécution

T0 étant la date de notification du présent marché pour la part ferme, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- Réunion d'enclenchement T0 + 1 semaines,
- Documents..... T0 + 4 semaines,
- Revue de conception détaillée..... T0 + 6 semaines,
- Livraison et début de l'installation au CEA/LeRipault T0 + 14-15 semaines,
- Recette sur site et PV de recette sur site T0 + 20 semaines,
- Fourniture du DOE T0 + 24 semaines,
- Formation du personnel..... T0 + 21 semaines.

Le détail de l'ensemble des livrables figure au Cahier des Charges.

Pour la part optionnelle, le T0 commencera à la date de réception par le Titulaire de la levée d'option.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 Obligations du Titulaire

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

5.2 Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

L'adhésion à ce collège est obligatoire.

5.3 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA/Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - bâtiment 402-T.02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

5.4 Gestion des déchets

Le Titulaire doit prendre toutes mesures pour éviter des pollutions éventuelles résultant de l'exécution de ses prestations dans le cadre de ses prestations.

Il est en outre entièrement responsable de l'évacuation de ses déchets hors déchets amiantés selon la procédure en vigueur sur le site du CEA Le Ripault.

Il est rappelé au Titulaire à ce titre que tout matériau ou matériel démonté ne doit pas sortir du site du CEA, sauf accord préalable de reprise de matériel stipulé dans le marché. Les déchets contenant de l'amiante seront traités selon les dispositions prévues au Cahier des charges.

Le Titulaire devra prendre ses dispositions pour protéger matériels et matériaux de tout vol ou dégradation.

5.5 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA met à disposition du Titulaire les documents ou informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprochent pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1 Contraintes informatiques liées à des problématiques de cybersécurité

Afin de respecter l'obligation réglementaire édictée par l'Instruction Interministérielle n°901 relative à la protection des systèmes d'information sensibles, et conformément aux indications figurant au Cahier des Charges, le Titulaire doit impérativement s'assurer que son Equipement répond à l'ensemble des exigences figurant dans le dossier transmis avec le DCE.

6.2 Conformité aux normes

L'Equipement doit être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et dans l'Union Européenne, notamment au niveau sécurité électrique. Il doit présenter une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipement doit être accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité et toute attestation spécifique ou réglementaire relatifs à l'équipement ou élément de l'équipement.

6.3 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation.

6.4 Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

6.5 Horaires

L'accès à l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de **7h00 à 19h42**.

Pour les **salariés des entreprises extérieures**, l'accès à l'Etablissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, de **7h30 à 18h30**.

En dehors de ces plages horaires, l'accès est conditionné par l'acceptation d'une demande de « travail hors cloche » ou par autorisation spécifique (astreinte).

Les jours de fermeture sont communiqués au Titulaire, à sa demande.

ARTICLE 7 - REUNIONS

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiennent des réunions, dans les locaux du CEA ou du Titulaire, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

8.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement est effectuée, au plus tard une semaine après la notification du marché par les Parties, dans les locaux du CEA ou du Titulaire.

Cette réunion a pour but de :

- Rappeler le planning global de l'affaire (ce planning doit être accepté par le CEA avant tout commencement de prestations).
- Rappel des objectifs de la prestation
- Demandes acceptation d'éventuels sous-traitants
-

8.2 Réunions de suivi

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties peuvent tenir des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Ces réunions auront pour but de :

- Suivre les divers jalons contractuels,
- Echanger sur les éventuels points de blocage,
- Valider les futures actions à mener, le cas échéant.

Le contenu et la fréquence de ces réunions sont déterminés lors de la réunion d'enclenchement.

Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

8.3 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES

8.1 Décomposition du montant du marché

Le montant plafond du Marché est fixé à la somme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT (à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), en cas de levée de l'ensemble des options.

Il se décompose comme suit :

8.1.1 *Tranche ferme*

Le montant total des prestations de la partie ferme relative à la réalisation des prestations demandées pour le bâtiment 412 est fixé à la somme forfaitaire et ferme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES).

8.1.2 *Tranche optionnelle*

Le montant forfaitaire de la tranche optionnelle relative à la réalisation des prestations demandées pour le bâtiment 403 est fixé à la somme forfaitaire et actualisable de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES).

8.1.3 *Prestations sur bordereau de prix*

Le montant de la part estimative relative aux BPU est plafonné à 10% du montant affermi du marché, soit à la somme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES) pour la durée totale du marché. Ce montant est estimatif, il n'engage pas le CEA quant aux volumes de prestations à exécuter. Le Titulaire ne peut s'en prévaloir au cas où les prestations effectivement demandées représentent un montant inférieur.

Le montant de la part estimative sur bordereau de prix s'élève à la somme de à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT pour la tranche ferme, et à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT pour la tranche optionnelle.

Aucun début d'exécution de prestations sur bordereau de prix unitaires ne doit intervenir sans que le Titulaire ait préalablement reçu un bon de commande écrit, à l'exclusion de tout autre formulaire, émanant du CEA et ce sous peine de non règlement des factures., conformément à l'article 3.

8.1.4 Part estimative pour gestion des aléas

La part estimative rémunère, sur demande expresse du CEA, des modifications conformément à l'article « Modifications des prestations ».

Le montant plafond de la part estimative du présent marché est fixé à la somme de 10% du montant HT de la part forfaitaire du marché affermie.

Soit au maximum à compléter par le CEA sur la base de l'offre € HT

(à compléter par le CEA sur la base de l'offre Euros Hors Taxes)

Elle se décompose de la façon suivante :

à compléter par le CEA sur la base de l'offre €HT pour la tranche ferme.

à compléter par le CEA sur la base de l'offre €HT pour la tranche optionnelle.

Ce montant ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des FM notifiées au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

8.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

8.3 Conditions économiques

Les montants indiqués à l'article ci-dessus sont fermes et forfaitaires, ils sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, soit à compléter par le CEA.

8.4 Actualisation des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

Modalités d'actualisation des prix fermes, non révisables :

A la demande du Titulaire, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de signature du marché. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de signature du marché, selon les modalités visées ci-après.

De plus, les prix de la tranche optionnelle sont actualisés selon les mêmes modalités si la date de levée de la tranche est postérieure de plus de trois mois au mois de remise de l'offre.

Formule d'actualisation des prix :

Le coefficient d'actualisation Cn applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$$C_n = \frac{\text{indice } 1}{\text{Indice } 1_0}$$

Indice 1₀

dans laquelle :

Indice1₀ Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques – Identifiant 010764349, au mois de la remise de l'offre.

Indice1 Valeur de ce même indice à la date de demande d'actualisation.

ARTICLE 9 AVANCE

Sans objet

ARTICLE 9 - ECHEANCIER DE FACTURATION**10.1 Termes de paiement****9.1.1 Tranches ferme et optionnelle**

Les facturations relatives à l'exécution de la tranche ferme du présent marché, sont établies de la façon suivante :

- 100 % du montant relatif à l'étude à la validation de la revue de conception détaillé (correspondant au poste XX de la commande SAP)
- Pour la part restante :
 - 30% du montant total Hors Taxes à la livraison des équipements, après signature contradictoire du bon de livraison, soit ___ Euros Hors Taxes euros (correspondant au poste XX de la commande SAP);
 - 50 % du montant total Hors Taxes à l'installation des Equipements après contrôles jugés satisfaisants par le CEA constatés par un procès-verbal signé contradictoirement des Parties,

- 20 % du montant total Hors Taxes du marché après signature contradictoire du procès-verbal de réception (après remise du DOE et formation aux utilisateurs), soit xxxx euros (correspondant au poste XX de la commande SAP).

9.1.2 *Tranche optionnelle (en cas d'affermissement)*

Les facturations relatives à l'exécution de la tranche optionnelle du présent marché, sont établies de la façon suivante :

- 100 % du montant relatif à l'étude à la validation de la revue de conception détaillé (correspondant au poste XX de la commande SAP)
- Pour la part restante :
 - 30% du montant total Hors Taxes à la livraison des équipements, après signature contradictoire du bon de livraison, soit __ Euros Hors Taxes euros (correspondant au poste XX de la commande SAP);
 - 50 % du montant total Hors Taxes à l'installation des Equipements après contrôles jugés satisfaisants par le CEA constatés par un procès-verbal signé contradictoirement des Parties,
 - 20 % du montant total Hors Taxes du marché après signature contradictoire du procès-verbal de réception (après remise du DOE et formation aux utilisateurs), soit xxxx euros (correspondant au poste XX de la commande SAP).

9.1.3 *Prestations à la demande (BPU)*

Les facturations relatives à l'exécution des prestations à la demande sont établies par bon de commande après acceptation des prestations correspondantes par le CEA.

9.1.4 Pour les prestations réalisées dans le cadre de la part estimative (poste **XX de la commande SAP**) :

- 100 % du montant HT de la FM après acceptation des Prestations et signature du procès-verbal de réception.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT

Les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D (Le Ripault),
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : 4600xxxxxx,
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée,

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que la facture.

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DES PRESTATIONS

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du présent marché.

Pendant l'exécution du marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution.

Le processus conduisant à la notification, par le CEA, de ces modifications est basé sur l'émission et le traitement d'une Fiche de Modification (FM), dont le modèle figure en annexe 3 du marché.

11.1 Etablissement des fiches de modification

Pour chaque FM, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- application des prix unitaires des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'offre du Titulaire, remise lors de sa soumission,
- application des taux horaires par qualification définis par le marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA,
- application de prix nouveaux pour des prestations ou fournitures se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'oeuvre, selon les taux horaires par qualification, définis par le marché, les volumes d'heures et les coûts détaillés de la fourniture, ainsi que tous justificatifs utiles.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de 21 jours calendaires à compter de la date de notification desdites fiches.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation de la version finale de la FM.

En cas de désaccord sur le plan financier, le Titulaire devra engager les prestations correspondantes sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

11.2 Modalités de notification des modifications

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par le CEA.

Les modifications ne pourront être prises en compte financièrement au titre de la part estimative que dans la limite du montant plafond correspondant, défini à l'article Montant.

Au-delà de ce plafond, les incidences financières des modifications en plus ou en moins feront l'objet d'un avenant au marché, regroupant les FM, qui permettra les règlements supplémentaires éventuels, établi au plus tard à l'échéance du marché.

ARTICLE 12 - PENALITES**12.1 Pénalités de retard**

En cas de retard du Titulaire ou en cas de non-respect par le Titulaire des délais définis par le présent marché, des pénalités sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 24 du chapitre 9 « Délais » des Conditions générales d'achat aux marchés passés par le CEA.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- Plafonnées à 10 % du montant total du marché

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1 pour mille (1/1000) du montant total Hors Taxes du Marché par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

12.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie :

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus aux articles « Garantie » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de cinq cents Euros (500 euros) par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

12.3 Pénalités en cas de manquement à la sécurité sur une prestation

En cas de non-respect des dispositions du chapitre 6 des CGA par le Titulaire ou l'un de ses sous-traitants, quel que soit son rang, le Titulaire est redevable au CEA, à titre de pénalité applicable immédiatement, sans préjudice de plus amples dommages et intérêts et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, d'une pénalité de 1 %, par constat, du montant total hors taxes du Marché complété ou modifié. Le montant cumulé de ces pénalités ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du Marché.

ARTICLE 13 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent marché sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du marché ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire demande au BACO la déclaration de sous-traitance et la remet complétée et signée au BACO par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 - REMISE DES LIVRABLES

15.1 Généralités

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des documents techniques demandés au Cahier des charges (dossier d'études, notice d'utilisation, ...), ces documents étant indispensables au suivi technique et à l'exercice des garanties.

En conséquence, tout retard dans la remise de ces documents qui conditionne la réception technique entraînera l'application des pénalités prévues au présent marché.

En outre, tout dommage résultant d'une erreur de son fait liée à l'absence des plans et documents techniques, soit à leur non mise à jour, entraîne la mise à la charge du Titulaire de tous les frais de remise en état, ainsi que le maintien de tous droits de garantie.

Les documents sont remis sous le format imposé par le CEA et au plus tard avant la réception finale de la Prestation.

15.2 Livrables exigés

Les livrables sont expressément listés dans le Cahier des Charges

15.3 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications doivent également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

15.4 Format et supports

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, sont remis en 2 exemplaires papiers et un exemplaire CD ROM (dans une version modifiable et une version non modifiable type PDF).

Les livrables validés sont remis au CEA sous la forme de 2 tirages sur support papier et d'un exemplaire CD ROM.

15.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA pour l'exécution du Marché sont rendus à ce dernier à l'échéance du marché, quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 16 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire s'engage à assurer la formation du personnel CEA chargé d'utiliser l'Équipement, ses accessoires et ses outillages associés, ainsi qu'aux travaux de maintenance conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des charges et dans son offre.

Le Titulaire s'engage à fournir une formation des utilisateurs, toute la documentation afférente, rédigée en langue française et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 17 - RECEPTION DE L'EQUIPEMENT

17.1 Montage

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et est réalisée par le Titulaire au bâtiment **nt XX du CEA Le Ripault**.

17.2 Essais sur site

Les essais sur site sont effectués conformément aux prescriptions définies notamment par le Cahier des charges, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais sont réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation de ceux-ci.

17.3 Réception

La réception de l'Equipeement est prononcée après livraison, installation, mise en service, essais sur site satisfaisants, formation aux utilisateurs et fourniture des livrables et de la documentation, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties conformément à l'annexe 1 du présent marché.

La réception emporte transfert de propriété de l'Equipeement au bénéfice du CEA.

ARTICLE 18 - GARANTIE

18.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, logiciels, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de 12 mois fermes à compter de la date du PV de réception final de l'Equipeement, porte sur l'ensemble de l'Equipeement et s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

18.2 Périmètre de la garantie de l'Equipeement

La garantie concerne la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans le Cahier des charges, dont le CEA peut attester de la manifestation, et leurs corrections.

18.3 Délais d'intervention et de réparation pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Equipeement, le Titulaire s'engage à une prise en charge dans un délai de 2 jours ouvrés suivant l'appel ou le mail du CEA.

De plus le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de 5 jours ouvrés à compter du 1^{er} jour de sa prise en charge.

En tout état de cause, il s'engage à trouver une solution de contournement sous 1 jour ouvré.

Au titre de la garantie, le Titulaire est amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

18.4 Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la garantie

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la garantie, donne lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui sont à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement correct de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, sont signés par le Titulaire et par le CEA.

- La garantie s'applique également aux modifications effectuées par le Titulaire. La durée de la garantie sur l'ensemble de l'Équipement est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.
- Au cours de la garantie, le Titulaire maintient à jour tous les logiciels permettant l'exploitation de l'Équipement.

18.5 Garantie des pièces détachées

Les pièces détachées et sous-ensembles fournis dans le cadre de la garantie, en remplacement des pièces défectueuses, sont garantis douze (12) mois fermes à compter de leur date de réception sur le site du CEA. Les dispositions relatives à la garantie figurent au chapitre 11 des CGA.

La date de démarrage de la garantie est précisée sur la fiche d'intervention remise au service utilisateur.

18.6 Assistance téléphonique

Le Titulaire assure au CEA une assistance téléphonique illimitée, dans les 12 heures ouvrées suivant l'appel du CEA, de 8h00 à 19h00, dans le but de réduire les temps d'interruption de fonctionnement, en cas de panne simple.

ARTICLE 19 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent marché, les interlocuteurs CEA sont :

Au plan technique :

Mme LEMARIE Pauline et Mme SIMON Camille

M. David Neige

☎ 02.47.34.40.69 et 02.47.34.43.71

☎ 02.47.34.42.28

E-Mail david.neige@cea.fr

E-Mail pauline.lemarie@cea.fr /
camille.simon@cea.fr

Au plan commercial et financier :

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITE

Le marché est un marché sensible au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

22.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour le marché.

21.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

22.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

22.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
- des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

22.5 Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations du marché à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera au plus tard, trois mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative. Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

22.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

22.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

22.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence,

peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

Fait à MONTS

(en deux exemplaires originaux)

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

PROJET

ANNEXE 1 - PROCES VERBAL DE RECEPTION

PROCES VERBAL DE RECEPTION

COMMANDE N° :

DEMANDE D'ACHAT N° :

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.

☐ Est prononcée :

☐ Avec réserve(s) :

- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾

- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A , le

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

⁽¹⁾ (rayer la mention inutile)

PROJET

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>
PROJET	

--	--

Fait à : , Le

Pour le CEA le Pilote de contrat

Le Titulaire

ANNEXE 3 - ANNEXE 2 - ANNEXE FINANCIERE

PROJET

ANNEXE 4--ANNEXE 3 - FICHE DE MODIFICATION

N° de Fiche :

Indice :

Fiche créée le :

Demandeur de la modification :

N° Marché :

Fournisseur :

Objet du marché :

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION ¹ :

.....

.....

.....

.....

TOTAL :

INFLUENCE SUR LE PLANNING :

.....

.....

.....

.....

TOTAL :

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (Cette fiche n'est validée que si elle est signée des deux parties)

CEAFOURNISSEUR

NOM :

DATE :

¹ Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

SIGNATURE :

PROJET